institutions, 45 appartenant à l'Église d'Angleterre, 46 étaient presbytériens, 21, méthodistes, 3, baptistes, 4, congrégationalistes, 1, catholique, 1, protestant, et 10 dont la croyance religieuse était inconnue.

Le rapport que nous traduisons renferme d'excellents renseignements sur les écoles normales et sur les écoles modèles. Il a été admis, durant la 1ère session de 1862, 148 élèves, dont 52 avaient déjà enseigné. Le nombre de ceux qui ont été admis durant la 2ème session de 1862, a été de 135 : sur ce nombre, 68 avaient déjà enseigné.

Il serait certain de se former une idée inexacte, celui qui, voulant juger de l'état de l'instruction publique dans un pays quelconque, ne prendrait pour base de ses recherches que la condition où se trouvent les écoles primaires et secondaires de ce pays. D'après les rapports, il se trouve dans le Haut-Canada 13 collèges, ayant 1,373 élèves et jouissent d'un revenu de \$94,800, provenant de différentes sources publiques, et retirant, en outre, de ses élèves la somme de \$33,750. Le nombre d'académies et d'écoles indépendantes est de 342 ; augmentation : 6 ; le nombre d'instituteurs, 481 ; augmentation : 59 ; le nombre d'élèves, 6,784 ; augmentation : 577.

Le reste du rapport est consacré aux bibliothèques publiques formées par le département et le musée de l'instruction publique. Sous ce rapport, nous sommes fâché de le dire, le Bas-Canada est bien en arrière du Haut-Canada. Le nombre de bibliothèques publiques est de 518, formant une augmentation de 37. Le département a fourni, durant l'année, pour la valeur de \$3,272 en volumes destinés à ces bibliothèques. La valeur totale des volumes fournis par le département, depuis 1855, s'élève à la somme de \$107,165 ; et le nombre de volumes est de 198,848.

Voici ce que dit le Dr. Ryerson, à la fin de son rapport, en parlant du système d'éducation du Haut-Canada, qu'il a souvent comparé, dans ses rapports précédents, avec celui des Etats-Unis.

" 1o. Dans mon rapport de 1857, j'ai parlé au long de notre système actuel d'éducation. J'ai expliqué alors les clauses de la loi qui ont trait à l'instruction religieuse dans les écoles publiques, et j'ai répondu, en même temps, aux objections qu'on avait soulevées contre cette partie de notre système. Depuis, il n'a été formulé aucune nouvelle objection ; on a seulement répété ce qui avait d'abord été dit à ce sujet.

" 2o. Dans le même rapport, je parlais aussi des clauses de la loi relatives aux écoles séparées ; et, tout en exprimant le regret qu'on eût, en 1841, (lors de l'union) adopté le principe des écoles séparées, étant sous l'impression que les dispositions de cette loi étaient plutôt défavorables qu'avantageuses aux catholiques, je donnais, en même temps, diverses raisons pour lesquelles on devait maintenir cette loi. Rien, depuis cette date, ne m'a porté à changer ou modifier mon opinion sur ce point.

" 3o. Dans le même rapport, je comparais le principe, le fonctionnement et les résultats de notre système d'éducation élémentaire avec le principe, le fonctionnement et les résultats des systèmes établis dans la Grande-Bretagne et en Irlande.

" 4o. Dans mon rapport de 1860, j'ai comparé les progrès de nos écoles, durant les dix dernières années, avec les progrès obtenus durant la même période dans les états du Massachusetts, de New-York et de la Pensylvanie.

" 5o. Je ne pense pas qu'il soit utile, aujourd'hui, de discuter, dans ce rapport, le mérite de notre système d'éducation. Comme chaque comté, cité, ville et village incorporé a le pouvoir de conserver ou de rejeter ce système, comme il était en son pouvoir, dans le principe, de l'adopter ou de ne pas l'adopter, c'est aux municipalités qu'il appartient de juger de son efficacité. La seule aide accordée par le gouvernement est celle de la subvention annuelle, qui sera octroyée tant que la vente des terres publiques contribuera à la formation d'un fonds d'éducation. Mais, dans l'état du Massachusetts, le fonds d'éducation avait, en janvier, 1862, un capital de \$1,588,263. Le montant prélevé, au moyen des taxes et pour le soutien des écoles publiques, c'est-à-dire seulement pour les salaires, la pension, le combustible, l'entretien des maisons d'école, &c., était de \$1,500,501. Le montant payé pour la surveillance (superintendance) des écoles et l'impression des rapports a été de \$51,948." La loi, dans cet état, exige que chaque township prélève une taxe d'une piastre et demie sur chaque enfant de 5 à 15 ans, pour avoir droit à une subvention du fonds d'éducation dont le capital, jusqu'à présent, n'a été que de \$93,500. " Le montant de la taxe prélevée, dans cet état, sur chaque enfant de 5 à 15 ans," a été de six piastres et une fraction pour chaque enfant. Le Massachusetts avait, en 1860, une population de 1,396,091 âmes. La population de l'état de New-York, durant la même année, était représentée par le chiffre suivant : 3,851,563 ; et, en 1862, le montant payé sur le fonds des écoles communes de

cet état était de \$320,000 ; le montant de la taxe imposée par l'état, (state school Tax) \$1,086,977 ; le montant des taxes locales, \$2,068,057 ; le montant de la taxe dans les districts ruraux (les écoles dans les cités et les villes étant toutes gratuites) était de \$407,009. La somme de \$56,000 a été payée aux " commissaires d'école," (ou surintendants locaux). Les dépenses de l'école normale de l'état et celles du Bureau de l'Éducation sont défrayées sur les deniers du revenu public et non pas sur ceux du fonds d'éducation. Les états de l'Ohio et de l'Illinois (surtout le dernier) font encore des sacrifices plus considérables en faveur de leurs écoles, soit par voie de cotisation, de taxes, &c. ; mais les statistiques qui précèdent suffisent pour faire voir la différence qui existe entre le fonctionnement de notre système et celui des principaux états qui nous avoisinent.

" 6o. Les lois d'éducation étant à présent adoptées sans opposition, même les dispositions de cette loi qui s'appliquent aux écoles séparées, il ne reste plus à la législature que de remédier aux défauts que renferme la loi connue sous le nom de *Grammar School Law*."

" 7o. Les progrès constants opérés par notre système d'éducation, en dépit des entraves que lui ont offerts notre commerce restreint et nos mauvaises récoltes, l'aide qui lui a été fournie de toutes parts, le désir bien prononcé que manifestent généralement les contribuables qu'il n'y soit rien changé, le zèle empressé avec lequel on a profité des moyens qu'il offre pour l'éducation de la jeunesse, tout cela nous fait bien augurer de la prospérité future du Haut-Canada."

Vingt-unième Conférence de l'Association des Instituteurs de la circonscription de l'École Normale Jacques-Cartier, tenue le 19 Octobre, 1863.

Présents : M. l'abbé Verreau, Principal de l'École Normale Jacques-Cartier, MM. les Inspecteurs Caron et Grondin ; MM. U. E. Archambault, Président, G. T. Dostaler, Secrétaire, D. Boudrias, Trésorier, O. Coutu, M. Emard, F. X. Hétu, P. Jardin et O. Tessier, Conseillers ; L. A. Auger, T. Beauregard, F. X. A. Coutu, F. X. Desplaines, N. Gervais, A. Lamy, D. Olivier, D. Partenais et MM. les élèves de l'École Normale Jacques-Cartier.

A 10 heures, M. le Président ouvrit la séance. Le procès-verbal de la dernière séance étant lu et adopté, le rapport du Conseil d'administration sur la formation et les règlements d'une Bibliothèque fut ensuite lu et adopté tel qu'il suit :

RÈGLEMENTS DE LA BIBLIOTHÈQUE DES INSTITUTEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DE L'ÉCOLE NORMALE JACQUES-CARTIER.

ART. I.

Cette bibliothèque se nommera "*Bibliothèque des Instituteurs de la Circonscription de l'École Normale Jacques-Cartier*."

ART. II.

Auront accès à la bibliothèque, tous les membres de l'Association des Instituteurs en rapport avec l'École Normale Jacques-Cartier, qui auront payé leur contribution pour l'année courante et tous les arrérages qu'ils pourraient devoir à la dite Association.

ART. III.

Les Instituteurs de la Circonscription de l'École Normale Jacques-Cartier qui ne font pas partie de l'Association, pourront avoir accès à la bibliothèque, en payant un abonnement de deux piastres (\$2.00) par an.

ART. IV.

Le Conseil d'administration, en outre des droits et des devoirs qui lui sont dévolus par la Constitution et les règlements, sera chargé de proposer à l'association l'achat des livres dont il croira devoir recommander l'acquisition, et de veiller à ce que la bibliothèque ne contienne que des ouvrages instructifs, utiles et moraux. Le Conseil d'administration pourra faire tels règlements qu'il jugera à propos relativement à la circulation des livres, sauf à les faire approuver par l'Association.

ART. V.

Lors des élections générales, il sera nommé, au scrutin secret, un bibliothécaire, lequel sera compté au nombre des officiers généraux et, comme tel, fera partie du conseil d'administration.

ART. VI.

L'assistant-bibliothécaire sera nommé par Monsieur le Princi-